



**CONSEIL
NATIONAL**

TEXTE ADOPTÉ, LE 7 FÉVRIER 2015, À LA MUTUALITÉ, PAR LE BUREAU POLITIQUE DE L'UMP

***Le bureau politique, réuni à la Mutualité le 7 février,
a adopté à l'unanimité le texte ci-après qui pose les principes
de pensée et d'action de l'UMP.***

Nous croyons dans la France. Pourtant, au milieu des désordres du monde, la France doute de son avenir, de son modèle social, de sa cohésion, de son identité. Les difficultés croissantes auxquelles se trouve confronté un nombre de plus en plus grand de Français tant au point de vue matériel que moral, les divisions, les inégalités, les tensions qui affectent une société qui, gardant le souvenir douloureux des déchirements du passé, aspire profondément à l'unité, ont nourri une crise de confiance dans toutes les institutions. Elles sont aujourd'hui jugées incapables d'apporter des solutions aux problèmes pressants de notre époque, et ce malgré leurs forces.

L'État, la République, la Nation qui constituent les fondations de notre pacte social sont particulièrement touchés. L'impuissance des pouvoirs publics et des forces démocratiques ressentie, à tort ou à raison, par une majorité de Français, la colère que suscite cette impuissance ouvre la porte à l'antiparlementarisme, aux populismes, aux extrémismes de toutes sortes. C'est

une pente dangereuse. L'Europe a déjà connu dans le passé de telles crises de confiance sur fond de crise économique, sociale, culturelle, identitaire, politique.

L'Histoire nous a appris où elles pouvaient conduire. La montée des extrêmes en France comme en Europe est le symptôme de toutes ces difficultés.

Partout se multiplient les signes d'une grave crise de civilisation. Nous ne pouvons pas ignorer ces signes car cela serait faire preuve du même aveuglement que celui qui a plongé, dans les années 30, le monde dans la pire des barbaries.

Nous avons le devoir de conjurer ces périls en inventant de nouvelles réponses à la hauteur des défis redoutables qui se présentent à nous. L'alternance ne pourra se réduire à l'accompagnement précautionneux des grands bouleversements en cours, et à la correction à la marge des injustices et des angoisses que ces bouleversements peuvent engendrer.

Notre projet pour être adapté à la gravité de la situation, ne peut pas se cantonner à la gestion, à la conjoncture, aux compromis anciens. Nous devons être un recours pour tous ceux, quel qu'ait été leur choix politique passé, qui se sentent vulnérables, ne reconnaissent plus leur pays, ont perdu la maîtrise de leur propre vie, ou désespèrent de ne jamais pouvoir réussir en France. Bien au-delà des seuls critères de la bonne et de la mauvaise gestion, nous devons apporter des réponses à ceux qui ne regardent plus l'avenir que comme une menace. Nous devons repenser notre modèle démocratique qui promeut dans son expression médiatique aujourd'hui tout ce qui est outrancier. Nous devons réincarner les idéaux républicains qui n'ont jamais été autant d'actualité. Nous devons repenser le fonctionnement d'un État dont les administrations centrales sont devenues trop autonomes et surtout sans direction. La réforme du fonctionnement de notre démocratie ne peut pas attendre. Elle devra tenir compte du désir grandissant des citoyens pour l'expression directe et de leur volonté de participation.

Nous ne pouvons nous limiter à être des machines à distribuer des investitures publiant à la veille de chaque élection une plateforme électorale. Nous devons refuser le seul catalogue des promesses faites à chaque clientèle dans l'espoir de gagner quelques votes. Nous devons parler à tous les Français par-delà les clivages habituels de la gauche et de la droite. Nous devons avoir l'obsession du rassemblement au-delà de nos interlocuteurs habituels. L'importance des réformes à engager nécessitera pour être menée à terme la majorité la plus large possible.

Il nous faut chercher une voie entre les grandes idéologies monolithiques qui appartiennent au passé et les catalogues de propositions qui égrènent des maximes en forme de slogans, entre les promesses de grand soir, de table rase, de lendemains qui chantent, et les listes de mesures ponctuelles.

Ni catéchismes, ni catalogue de promesses hasardeuses, ni habiletés politiciennes, ni clientélisme, mais un véritable projet de société. Voilà ce que doit être notre ambition.

Car la question à laquelle il nous faut répondre en premier est celle de la société où nous voulons vivre, celle que nous voulons transmettre à nos enfants ? Une société où chacun sera libre d'aller au bout de ses possibilités, de ses ambitions, de ses espérances, où l'obsession du nivellement et de l'égalitarisme sera combattue, où la chance sera donnée à chacun d'être lui-même. La question du sens donné à la société fut trop souvent

évacuée par les partis du gouvernement depuis que la fin de la guerre froide et la chute du mur de Berlin ont donné à penser à beaucoup de responsables politiques et d'intellectuels que l'Histoire était finie et que les débats sur le choix du modèle de société devenaient sans objet avec la défaite du collectivisme.

Une seule pensée, une seule politique, un seul modèle, voilà ce que fut, des années durant, l'orthodoxie politique. Le résultat ne s'est pas fait attendre avec la démocratie confondue avec le communautarisme et les droits des minorités, la République confondue avec le laxisme, l'ouverture avec l'abandon, le capitalisme avec la spéculation, l'économie de marché avec le laisser-faire, la liberté avec l'abaissement de l'État. Ainsi les repères de nos concitoyens ont explosé. Il nous faut redonner du sens et une vision fondée sur une échelle de valeurs. Nous ne devons pas craindre de les exprimer, de les incarner, de les revendiquer : Aimer la France sans avoir à s'en excuser, Respecter notre histoire et en être fier, Accepter les différences, Refuser l'assistanat, Promouvoir la sécurité et l'ordre, Promouvoir notre langue et notre culture comme une mission sacrée, Combattre tout à la fois le nihilisme et le relativisme, Défendre le droit de propriété et la liberté. Voici notre feuille de route.

Les dogmes ont explosé. Les orthodoxies ruinées par tant d'échecs se sont effondrées. Une profonde aspiration à la liberté demeure mais elle s'accompagne désormais d'une demande d'ordre et de protection non moins forte. De crises en crises, se sont dessinés de nouveaux clivages qui ont fait voler en éclats les consensus et les oppositions d'hier. Concilier ordre et liberté n'est non seulement pas impossible mais absolument nécessaire.

Le retour de l'Histoire s'accomplit avec une violence inouïe qui constitue le plus grand défi pour la politique. Violence tous azimuts qui touche toutes les dimensions de la vie. Dérèglement global qui appelle une réponse globale. Nous devons faire bouger toutes les lignes ensemble sous peine de n'en voir avancer aucune.

Il faut tracer une perspective avant d'élaborer un programme singulièrement pour la jeunesse. L'avenir est moins angoissant quand on sait où l'on va. Le programme est affaire de circonstances. La perspective est affaire d'identité. Un parti qui ne s'identifie pas à une perspective pour la société n'a pas d'identité : on ne sait pas comment il gouvernera, selon quels principes, quels critères, dans quelle direction si les circonstances changent.

Chacun sait si les circonstances sont susceptibles de changer du tout au tout plusieurs fois durant un quinquennat.

Et d'abord, nous devons tracer une ligne de partage fondamentale : volontarisme ou ralliement à l'idéologie de l'impuissance publique ? Nous devons affirmer que la politique peut et doit vouloir quelque chose dans le monde tel qu'il est. Nous devons refuser de la décharger de toutes ses responsabilités sur les marchés, les autorités indépendantes, les contentieux judiciaires. À quoi bon faire de la politique si elle ne peut plus rien ? Le Politique comme décisionnaire ultime soumis au principe de la responsabilité démocratique, c'est la voie que nous retenons en l'opposant à celle du gouvernement des experts, des juges, des traders et des bureaucrates sans aucune légitimité démocratique. Pour nous, le choix est clair, c'est celui de la politique, de la responsabilité, et de la sanction démocratique.

Dans l'interdépendance des économies, l'enchevêtrement des réseaux au milieu des conflits de toutes sortes qui menacent la paix dans le monde, nous devons lutter pour conserver ce qui permet à un peuple de choisir son destin, d'écrire lui-même sa propre histoire : l'indépendance nationale, la souveraineté populaire, les frontières, l'État. Ce qui n'est en rien contradictoire avec notre attachement à l'idéal européen et notre appartenance à l'Europe et à la civilisation européenne. Assumer la mondialisation, revendiquer son engagement Européen ne doit jamais signifier le renoncement à la Nation. Nous voulons l'Europe et la Nation, les deux ensembles. Pas l'une sans l'autre. Pas l'une contre l'autre.

Nous sommes attachés à ce qui donne à un peuple la conscience d'une destinée commune : la défense nationale, la solidarité que nous concevons comme un ensemble de droits et de devoirs pas comme un guichet, une culture assumée car elle est notre bien le plus précieux, et qu'elle sera notre réponse à la crise de notre identité, un mode de vie hérité de nos parents auquel nous refusons de renoncer sous quelques prétextes que cela soit, un pacte social et civique où chacun se sent redevable à la société et pas seulement consommateur, une école capable de transmettre un idéal humain, une morale républicaine, l'amour de son pays, des racines rappelées aux nouvelles générations de Français sans arrogance et sans excuse.

L'école de la République doit être notre priorité. Le programme du Conseil National de la Résistance, notre inspiration. Ce sont deux piliers de notre pacte national. Entre la Démocratie des minorités et des communautés et

la République une et indivisible, nous affirmons choisir la République. Nous ne voulons à aucun prix du communautarisme. Nous voulons le volontarisme, la Nation comme cadre de la souveraineté populaire et de la solidarité, la République comme destin collectif. La Nation n'est pas un concept démodé. Tout procède d'elle et arrive à elle. La République doit être notre ciment, notre référence.

Nous croyons dans le progrès et nous voulons qu'il ait la première place dans notre société. Nous refusons qu'il soit récusé avec tant de vigueur et parfois de violence. Le progrès, l'innovation, la foi dans la science et dans la raison, la confiance dans l'avenir, dans les capacités de l'homme, c'est notre choix. Sans le progrès il n'y aura pas de création d'emploi. Nous devons faire de l'emploi l'ambition centrale de toutes nos politiques.

Choisir le progrès, c'est choisir la croissance, le développement, contre la décroissance, contre le malthusianisme. Mais quelle croissance ? Quel développement ? Croissance quantitative ou qualitative ? Développement matériel ou développement humain ? Comment mettre l'un au service de l'autre ? Quelle part donnée à la marchandise ? Quelle part laissée à ce qui ne s'achète pas et ne se vend pas ? Que faut-il livrer au commerce, au libre-échange ? Quel est le bon équilibre entre la production et la protection de l'environnement ? Comment faire en sorte que le principe de précaution soit un principe de responsabilité ? Ce sont les questions que nous allons affronter et trancher. Elles ne sont pas épuisées par la seule confrontation des doctrines libérales ou sociales démocrates. Nous devons tenir compte du monde qui nous entoure pour peser sur lui et non le subir. Il faut désidéologiser le débat fiscal pour permettre à nos entreprises d'affronter la concurrence européenne et mondiale. Il faut construire avec nos voisins Européens, au premier rang desquels se trouve l'Allemagne, les conditions d'une coordination fiscale, économique et sociale qui seules permettront de créer une grande zone de stabilité en Europe.

Que faut-il protéger, soustraire à la concurrence, à l'appât du gain ? Comment l'intérêt particulier – ce puissant moteur de progrès – doit-il être concilié avec l'intérêt général pour conjurer le péril de l'anarchie et du chacun pour soi ? Quels instruments juridiques, économiques pouvons-nous nous redonner pour pouvoir répondre à ces questions, faire des choix et les assumer ? Nous pensons qu'il n'y a pas de liberté sans règles. L'absence de règles n'est ni plus ni moins que la loi de la jungle. Nous devons réécrire des pans entiers de notre code du travail, du code de l'urbanisme, du code du logement, le code des impôts... qui à force

de s'empiler ne protège rien ni personne, mais expose chacun à la tyrannie administrative.

Mettre de l'ordre dans la société, dans l'économie, dans les finances publiques plutôt qu'accroître le désordre par la valse des réformes et des contre-réformes sous l'injonction de tous les corporatismes. Cela signifie faire moins de réformes mais plus fortes, plus structurelles, plus décisives.

En toile de fond, il y a la grande question de l'autorité, de sa légitimité et de sa capacité à s'exercer. Pas d'autorité, pas de dessein, alors la volonté est désarmée, la politique impuissante. L'autorité et l'ordre sont des valeurs fondamentales dans la vision de la société qui est la nôtre. Nous croyons dans le travail qui émancipe, dans le mérite, dans les classements, dans les notes, dans le respect qui est dû à toutes formes d'autorité légitimes et républicaines.

Restaurer l'autorité face aux forces anonymes qui décident du sort du monde et des peuples. Ce n'est pas un choix, c'est un devoir. La lâcheté ne nous est pas permise. La République doit savoir sanctionner, imposer, décider. Une politique pénale doit être définie et surtout appliquée.

Nous devons tourner le dos à la culture du laxisme, de la déresponsabilisation, du désarmement pénal et moral.

Tout ne se vaut pas. Le bien et le mal ne peuvent être traités de la même façon. La vie de chacun est sacrée. Savoir interdire et punir, c'est assurer la sécurité de tous.

Au seuil des grandes révolutions du numérique et de la biologie, dans le pressentiment du grand bouleversement des nanotechnologies, aspiré par l'information en continu, le ^{xxi} siècle commence dans l'incertitude et le doute, remettant la politique aux prises avec les grandes interrogations qui l'ont si souvent agitée dans l'Histoire : le rôle de la volonté humaine, la relation à la nature, la place de la religion, l'éthique, la quête de l'identité, le rapport à la Nation et, à travers elle, le rapport à l'Europe et au monde, mais aussi avec des interrogations inédites : la transgénése, la fin de vie, la différence des sexes, la filiation, la marchandisation des corps, la famille.

Nous ne devons-nous interdire aucun de ces sujets qu'il faut approfondir et débattre. La politique n'est pas qu'économique ou technique. Elle repose sur des principes qui nous font obligation d'être présents et audibles sur tous les sujets de société.

Il nous faut réaffirmer notre attachement à la famille qui

répond à la nécessité pour l'homme de ne pas vivre seul.

Quand tout est remis en cause, notre parti ne peut occulter ces débats qui sont en amont des programmes et qui longtemps ont paru épuisés. Il faut prendre position ou laisser le champ libre aux démagogues. Nous ne pouvons désertir aucune de ces problématiques. Définir une nouvelle politique d'immigration, un nouveau modèle d'intégration est essentiel autant qu'urgent. Conforter un « Islam de France » compatible avec notre conception de la laïcité tout en refusant un « Islam en France » incompatible avec les principes de notre République.

Le débat sur le sens d'abord, les modalités pratiques ensuite. Nous devons revenir sur le terrain des idées, en faire notre priorité absolue. Nous devons donner l'exemple et ne craindre aucun débat. Nous devons préférer les différences assumées à la fausse unanimité. C'est cela la modernité d'une formation politique.

Partir d'un constat sans ambiguïté que les choses ne peuvent pas continuer à dégénérer ainsi, que la gravité de la situation appelle bien plus que les demi-mesures. Dessiner une vision du monde. Dans ce monde, faire vivre l'universalisme français, sera la seule façon d'être fidèle à notre histoire.

Élaborer un modèle de société fondé sur la responsabilité, le progrès, l'ordre, la justice, la liberté.

Définir les moyens qu'appelle sa mise en œuvre.

Construire un programme pour les échéances à venir avec le souci d'obtenir des Français le mandat le plus clair possible parce que rien ne serait pire qu'une élection gagnée sur des ambiguïtés et des malentendus.

La France a des atouts considérables. Il faut maintenant lui permettre de les utiliser pleinement.

Chaque jour montre les conséquences désastreuses du mensonge en politique. On ne répond pas aux mensonges d'hier de la gauche par ce qui seraient les mensonges d'aujourd'hui de la droite ou même ses approximations. Clarté et sincérité doivent être nos deux boussoles.

Face aux doutes, aux souffrances, au chômage, aux impatiences, à la colère des Français, notre capacité future à gouverner, chacun doit en avoir conscience, est à ce prix !

Quand la politique veut, elle peut beaucoup. C'est bien là toute notre ambition. ■